

Inégalités culturelles à l'école : éviter de les creuser

Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Anne-Sophie ROMAINVILLE, docteure en socio-linguistique de l'UCL et maître assistante en langue française à la Haute Ecole Galilée a présenté, à l'occasion d'un midi rencontre virtuel¹, les résultats de sa recherche doctorale². Elle y traite des inégalités culturelles constatées à l'école, et, plus particulièrement, des écarts entre les ressources linguistiques des différents publics scolarisés. Les constats qu'elle y livre, même si elle n'est pas la première à les opérer, n'en restent pas moins décoiffants et montrent qu'une approche lucide et documentée des difficultés de certains élèves et de la manière d'y remédier est indispensable pour agir efficacement.

« Notre héritage culturel occidental est profondément marqué par le rapport à l'écrit et la pensée abstraite » explique **G. SELDERSLAGH** en introduction de l'exposé. L'institution scolaire se doit de faire entrer tous les publics dans un rapport à la fois distancié, volontaire et conscient aux différentes formes de langue. A.-S. ROMAINVILLE réalise une observation rigoureuse et scientifique des pratiques de transmission de la culture écrite mises en œuvre dans des écoles secondaires accueillant des publics aux profils très divers. Elle nous éclaire sur certaines questions que génèrent ces pratiques et que beaucoup se posent.

Malentendus

C'est dans la foulée du dossier consacré à la langue scolaire paru dans le numéro de janvier³ de notre revue que nous

vous proposons un écho de cet exposé. On se voit confirmer par A.-S. ROMAINVILLE le fossé qui peut exister entre les enfants regroupés dans une même classe selon qu'ils sont issus d'un milieu favorisé ou non culturellement parlant. En être conscient devrait permettre aux enseignant(e)s de mesurer à quel point la langue scolaire peut constituer un obstacle de taille pour certains élèves. **Anne LEBLANC** a largement évoquée la thèse de doctorat de la chercheuse dans un Avis de Recherche publié fin 2019 et auquel nous vous renvoyons⁴. Elle y explique notamment qu'en abordant la question des inégalités scolaires sous l'angle de la langue et de la culture écrite, la chercheuse nous montre que si, dans la reproduction des inégalités, l'école n'est pas la seule responsable, elle peut, au travers de ses pratiques pédagogiques et didactiques, les renforcer. Les malenten-

us ne sont, en effet, pas rares. Les enseignants déplorent souvent le manque de motivation et d'investissement d'élèves en réalité en situation d'insécurité langagière. D'où l'importance de rappeler certains principes essentiels, comme la nécessité d'explicitier les démarches, savoirs, enjeux des activités et procédures cognitives inconnus plutôt que d'essayer de les faire deviner. Et ce, quel que soit le courant pédagogique dans lequel l'enseignant(e) s'inscrit. Sans quoi seuls celles et ceux qui savent déjà comment faire vont pouvoir continuer à entrer dans les tâches scolaires. ■

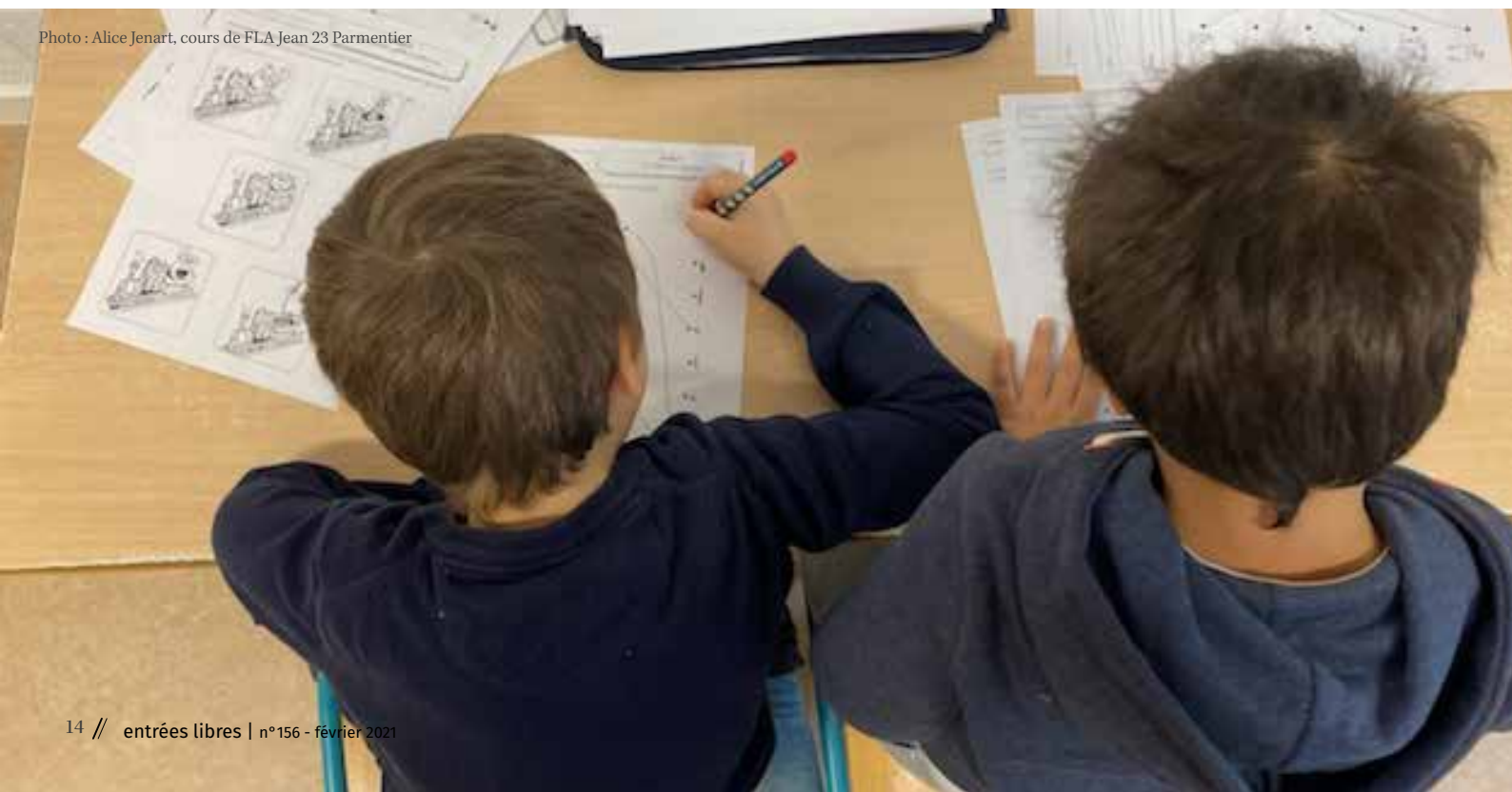
1. organisé par le Service d'Etudes du SeGEC le 22/01/2021

2. « Les faces cachées de la langue scolaire, transmission de la culture écrite et inégalités scolaires », Editions La Dispute, 2019

3. entrées libres n°155, janvier 2021

4. entrées libres n°144 - décembre 2019

Photo : Alice Jenart, cours de FLA Jean 23 Parmentier



Questions-réponses

Vous trouverez ci-après les réponses apportées par A.-S. ROMAINVILLE à quelques-unes des questions posées suite à son intervention au midi-rencontre. Elles permettront sans doute aux lecteur(trice)s d'aller plus loin et de poursuivre le débat.



On s'oriente vers un tronc commun dans lequel la diversité des élèves sera plus grande encore qu'actuellement. Quelles pistes didactiques implémenter dans les classes de demain ?

Anne-Sophie ROMAINVILLE : Je me réjouis de cette évolution, très ambitieuse à la base et dont on verra de quelle manière elle se concrétise. Cela m'évoque immédiatement la question de la différenciation au sein la classe. Si on a des publics hétérogènes, mais qu'on doit arriver à un certain niveau et qu'on reste dans des exigences et des disciplines scolaires communes, on est forcément obligé de mettre en place de la différenciation et/ou de la remédiation. Elles sont nécessaires, mais peuvent aussi être contreproductives dans le sens où il est très difficile, surtout si on a affaire à de grands groupes, d'éviter de diminuer l'exigence, voire de passer à un autre type de tâche pour faire participer l'élève en difficulté, au risque de ne plus travailler le même type de compétences. J'ai souvent vu des étudiant(e)s proposer, pour faire de la différenciation, de passer d'un texte écrit à lire à un texte oral à écouter, par exemple. Je ne dis pas que c'est inutile, ça dépend de l'objectif qu'on vise dans la leçon, mais c'est à ceux et celles qui ont déjà de grosses difficultés en lecture qu'on va peut-être de plus en plus souvent proposer un texte à écouter pour éviter la surcharge cognitive que peut créer la lecture. Je sais que la différenciation ne se limite pas à ça, mais le danger est réel, surtout pour les jeunes enseignant(e)s, que les enjeux essentiels ne soient pas travaillés.

Les exemples de pratiques enseignantes porteuses semblent centrés sur la production écrite, quid de la production orale ?

A-S R : On pense souvent que, pour développer le rapport scriptural au langage, on doit clairement écrire et lire. Or, les interactions orales permettent aussi de développer le type de compétences qui entrent en ligne de compte. C'est ce qui se passe dans les familles favorisées. On sous-estime les enjeux des interactions en classe par lesquelles l'enseignant(e) va pouvoir instituer un changement de mode langagier et l'imposer à ses élèves en le travaillant, en expliquant pourquoi telle réponse ne convient pas, en étant en permanence dans la reformulation des réponses des élèves, dans le travail de l'expression adéquate.



Quelles pratiques conseiller au fondamental ?

A-S R : En Fédération Wallonie-Bruxelles, beaucoup d'élèves de primaire apparaissent comme « mauvais » lecteurs, surtout en ce qui concerne les opérations d'interprétation, de compréhension des inférences, etc. Il semblerait que les pays ayant de très bons résultats soient ceux où on lit beaucoup, on discute des lectures, on produit des textes. L'enseignement primaire francophone fait face à un énorme défi parce que la langue écrite est extrêmement complexe. L'orthographe et la grammaire occupent une très grande place dans les heures consacrées au travail de la langue maternelle, qu'on ne peut donc pas passer à lire des textes complexes, en discuter, voir comment on arrive à la conclusion que c'est ça que l'auteur voulait dire, que tels indices permettent de connaître l'intention du personnage, etc. Une des pistes principales, pour moi, est donc de poser la question du temps consacré au travail de la grammaire écrite et de l'orthographe. Quand on a des élèves en difficulté scripturale, nécessairement, à certains moments, on devra avoir des exigences réalistes. La surcharge cognitive est réelle pour ceux qui sont en difficulté. Il faut trouver des moyens de s'adapter et dire, par exemple, à certains moments : « Je te demande de créer un texte cohérent, sois efficace et ne regarde pas la forme pour le moment. Mais si tu veux qu'on te lise facilement et être audible, il va falloir toiler tout ça. » Vouloir tout travailler en même temps ne sera pas possible et peut être très démotivant pour l'élève. A l'école, il y a certes l'orthographe, mais aussi la littérature, la possibilité de communiquer entre nous, des choses passionnantes, plutôt que de limiter tout le temps les élèves à l'écriture en français liée à l'orthographe. Réinventons notre approche !



Comment voyez-vous l'impact de l'enseignement hybride sur les élèves ?

A-S R : J'ai eu quelques formations qui montraient clairement que l'enseignement hybride se réfléchit bien à l'avance, avec des contenus de cours adaptés. Là, on a dû l'adopter dans l'urgence et il est donc difficile d'en tirer déjà des conclusions. J'entends régulièrement dire qu'au secondaire, c'est assez catastrophiques pour le moment pour de multiples raisons. En ce qui concerne le supérieur, ce qui me frappe, c'est qu'on observe, dans cette utilisation forte et nécessaire du numérique, de nouvelles pratiques langagières qui prennent plus ou moins de place dans la vie des étudiant(e)s. Une formation et un accompagnement énormes restent à faire, encore une fois, autour des normes discursives des différents contextes d'interactions langagières. Il y a une « éducation langagière » à fournir. Pour moi, elle n'est pas spécifique au numérique. Je parlerais plutôt d'une éducation au genre discursif et aux différentes normes en fonction des situations, qui n'est pas encore suffisamment développée.

